

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 15 janvier 2025

Ordre du jour :

- 1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 20 novembre 2024 et du 11 décembre 2024, ainsi que des réunions jointes des 4 et 13 novembre 2024**
- 2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours d'instruction)**
- 3. Validation des signatures de la pétition publique 3409 - Propositions pour lutter contre les violences sexuelles, sexistes, physiques, psychologiques et à la victimisation secondaire afin de mettre fin à l'impunité ressentie par les victimes.**
- 4. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique**
- 5. Divers**

*

Présents : Mme Barbara Agostino, M. Maurice Bauer, M. André Bauler, Mme Corinne Cahen, Mme Francine Closener, M. Paul Galles, M. Marc Goergen, M. Dan Hardy, Mme Mandy Minella, Mme Nathalie Morgenthaler, M. Ben Polidori remplaçant Mme Claire Delcourt, M. Jean-Paul Schaaf, M. Meris Sehovic

Mme Nathalie Cailteux, Mme Roberta Pinto, M. Joé Spier, du Service des commissions de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Liz Braz, Mme Claire Delcourt
M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission

*

- 1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 20 novembre 2024 et du 11 décembre 2024, ainsi que des réunions jointes des 4 et 13 novembre 2024**

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont adoptés à l'unanimité des membres.

- 2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours d'instruction)**

27 validations de signatures (seuil des 4.500 signatures non atteint)

La Commission des Pétitions procède à la validation des signatures des pétitions suivantes :

Pétition publique 3334 - *Gesetzliche Kennzeichnung von Videos und Bilder die von Künstlicher Intelligenz generiert sind*

Signatures : 57

Doublons : 1

Pétition publique 3335 - *Lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles*

Signatures : 345

Doublons : 4

Pétition publique 3336 - *Ruhe bewahren: Gesetzliche Maßnahmen gegen vermeidbaren Fahrzeuglärm*

Signatures : 69

Doublons : 1

Pétition publique 3340 - *Permettre l'inscription des enfants dans les crèches publiques, maisons relais et écoles situées dans la commune de travail des parents au Luxembourg.*

Signatures : 43

Doublons : 1

Pétition publique 3349 - *Suspension de la règle des 34 jours de télétravail (jours illimités) durant les contrôle à la frontière luxembourgeoise/allemande*

Signatures : 57

Doublons : 0

Pétition publique 3358 - *La possession et utilisation d'un spray au poivre en cas d'urgence.*

Signatures : 133

Doublons : 3

Pétition publique 3361 - *Non au service militaire obligatoire ! / Nee zur obligatoreschen Militärdéngscht !*

Signatures : 1718

Doublons : 31

Pétition publique 3372 - *Remboursement par la CNS des soins psychologiques.*

Signatures : 631

Doublons : 21

Pétition publique 3392 - *La digitalisation des formulaires scolaires et leur intégration à MyGuichet*

Signatures : 38

Doublons : 1

Pétition publique 3410 - *Abolition des devoirs à domicile obligatoire.*

Signatures : 295

Doublons : 5

Pétition publique 3311 - *Pour un meilleur encadrement des tarifs des crèches et foyers d'accueil privés*

Signatures : 51

Doublons : 2

Pétition publique [3318](#) - *Réduction du délai d'attente pour le traitement des déclarations fiscales à un maximum de 6 mois.*

Signatures : 40

Doublons : 1

Pétition publique [3378](#) - *All d'Lëtzebuenger müssen ee Mol am Mount e Quiz iwwer d'Cybersécherheet maachen*

Signatures : 8

Doublons : 1

Pétition publique [3382](#) - *Avoir le droit de faire une mammographie 100% remboursable même avant l'âge de 45 ans*

Signatures : 173

Doublons : 4

Pétition publique [3387](#) - *Extension des Mesures de la Loi du 22 mai 2024 visant à Revitaliser le Marché du Logement*

Signatures : 26

Doublons : 0

Pétition publique [3389](#) - *Anerkennung von Hausschweinen als Haustiere und therapeutische Begleittiere im Großherzogtum Luxemburg*

Signatures : 469

Doublons : 2

Pétition publique [3393](#) - *Für ein Sauberes und Gesünderes Luxemburg: Rauchverbot in Öffentlichen Räumen*

Signatures : 185

Doublons : 6

Pétition publique [3403](#) - *Entkriminalisierungen von Drogen*

Signatures : 22

Doublons : 0

Pétition publique [3407](#) - *Création de voies exclusives au covoiturage et bus en heure de pointe.*

Signatures : 46

Doublons : 2

Pétition publique [3308](#) - *Wiedereröffnung der CNS Anlaufstellen und Verbesserung der Bearbeitungszeiten*

Signatures : 104

Doublons : 3

Pétition publique [3326](#) - *"Protégeons nos enfants : Ensemble contre l'abus du concept de conflit de loyauté"*

Signatures : 32

Doublons : 0

Pétition publique [3346](#) - *Révision de la loi sur les chiens de liste : évaluation basée sur le comportement plutôt que sur la race!*

Signatures : 159

Doublons : 4

Pétition publique [3348](#) - *Renforcer les infrastructures sociales afin de mieux protéger et autonomiser les jeunes au Luxembourg*

Signatures : 70
Doublons : 3

Pétition publique 3350 - *Reduire les délais fixés , pour le renouvellement des lunettes et prothèses dentaires .*

Signatures : 244
Doublons : 1

Pétition publique 3353 - *"Pour l'adoption officielle du Roude Léiw comme drapeau national du / Luxembourg"*

Signatures : 900
Doublons : 17

Pétition publique 3360 - *Reduzierung der Sommerferien auf 6 Wochen - Reduction of summer holidays to 6 weeks - Réduction des vacances d'été à 6 semaines*

Signatures : 288
Doublons : 7

Pétition publique 3367 - *Imposer à la partie condamnée dans un litige la prise en charge de la totalité des frais de justice au profit de la partie ayant obtenu gain de cause.*

Signatures : 110
Doublons : 2

6 demandes de reclassement en pétitions ordinaires

La Commission fait droit aux demandes de reclassement en pétitions ordinaires pour les pétitions suivantes :

Pétition publique 3239 - *Électromobilité pour TOUS : subventions versées lors de l'achat (13 signatures)*

Pétition publique 3233 - *Pétition pour encourager/favoriser le recyclage des capsules de café (89 signatures)*

Pétition publique 3284 - *Remboursement de l'acupuncture: donner la possibilité aux patients d'accéder à ce type de traitement (367 signatures)*

Pétition publique 3292 - *Abschaffung des Notensystems in Gymnasien (22 signatures)*

Pétition publique 3252 - *Après les quatre premières années, réduire la fréquence du contrôle technique à tous les deux ans (120 signatures)*

Pétition publique 3251 - *Encourager la philanthropie au Luxembourg: crédit d'impôt pour les dons à des organismes reconnues d'utilité publique et les ONG. (100 signatures)*

22 clôtures où les pétitionnaires n'ont pas réservé de suite à la requête de la Commission de reformuler leur texte

La Commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

Demande de pétition publique 3259 - *«Parc d'attractions au Luxembourg» / une possibilité de bien s'amuser au Luxembourg et de s'amuser aussi en tant qu'adulte ou adolescent.*

Demande de pétition publique 3261 - *Contre augmentation communale de 60% pour eau/eau usée / SIDEC (poubelle/déchets)*

Demande de pétition publique 3263 - *Monarchie ofsetzung.*

Demande de pétition publique 3267 - *Radars Sonores (réduction de bruit)*

Demande de pétition publique 3282 - *Améliorer la sécurité routière des Motocyclistes*

Demande de pétition publique 3364 - *Pétition pour la création de zones de silence dans les trains*

Demande de pétition publique 3339 - *D'Joren an deenen Een an engem Atelier-Protégé schafft an Rpgk kritt, sollten fier Pensioun gezielt ginn.*

Demande de pétition publique 3342 - *Le teletravail au bureau??*

Demande de pétition publique 3345 - *Transport publique gratuit*

Demande de pétition publique 3352 - *Amendes routieres payables en fonction des revenus*

Demande de pétition publique 3355 - *Anpassung der Unterrichtszeiten für Spielschule und Primärschule*

Demande de pétition publique 3366 - *Gleichberichtigung beim Friseur, sprich gleiche Preise für Mann und Frau für die gleiche Leistung*

Demande de pétition publique 3368 - *LES RÈGLES NE SONT PAS UN TABOU : UN DROIT À L'ABSENCE POUR TOUTES / - Luxembourg*

Demande de pétition publique 3370 - *Caisse pour les animaux de compagnie, le maitre de l'animal paye une cotisation annuel ou mensuel et comme ça l'animal de compagnie bénéficie d'une caisse de maladie en cas de besoin (consultation annuel, vaccin etc.)*

Demande de pétition publique 3374 - *Reconnaissance de ma maladie nargolespy type 2 autent que maladie invalidité*

Demande de pétition publique 3375 - *Pointage des heures de travail, avec son propre téléphone privé . / Empêcher les firmes de nous demander de pointer avec son propre téléphone*

Demande de pétition publique 3386 - *Tiktok luxembourg / Nous avons un gros Problem avec TikTok ,regulierement des personne sont victime de harcèlement , propos rassiste et meme des enfants d'Individue sont filmer l'autorisation nous avons par exemple bobo40 qui parle de la nécrophilie et qui menace . Il serait temps d'avoir la police et la proctection des enfants tikok. Un meilleur controle*

Demande de pétition publique 3391 - *Instaurer un barème de l'indexation des salaires pour les hauts revenus (supérieurs à deux fois le salaire moyen) afin d'éviter d'accentuer les inégalités salariales. / L'indexation automatique est un mécanisme conçu pour protéger les travailleurs contre l'inflation. Cependant, ce système profite de manière disproportionnée à ceux qui gagnent déjà des salaires très élevés.*

Demande de pétition publique 3432 - *Pétition pour l'amélioration de l'accès aux soins médicaux dans le NORD*

Demande de pétition publique 3434 - *Pétition pour l'introduction d'une loi sur la légalisation de l'accès aux informations administratives et des réponses adéquates aux demandes des citoyens sans aide juridique nécessaire*

Demande de pétition publique 3413 - *Kennzeichnung der maximal Geschwindigkeit auf Radarsäulen*

Demande de pétition publique 3414 - *Keen vollzeugref vun Lu Alert op de leit hieren smartphonen*

22 clôtures où les pétitionnaires ne se sont pas prononcés en faveur d'un reclassement en pétition ordinaire

La Commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

Pétition publique 3316 - *Pour la continuation de l'installation de miroirs routiers aux carrefours dangereux afin d'améliorer la sécurité routière*

Pétition publique 3257 - *Dérogation pour les ascendant (parent) séjourner au Luxembourg pendant plus de 3 mois en tant que ressortissant de pays tiers et membre de la famille d'un citoyen de l'UE ou d'un national luxembourgeois.*

Pétition publique 3264 - *Integral Legaliseierung vun Cannabis: Fir Fräiheet, Sécherheet a Wirtschaftswuesstem*

Pétition publique 3269 - *Réduction de bruit: Limitation de l'Utilisation des Outils de Jardinage Thermiques dans les Agglomérations*

Pétition publique 3271 - *Priorité pour les enfants des parents qui travaillent à temps plein pour avoir une place dans une Maison Relais*

Pétition publique 3277 - *Introduction du Bitcoin comme monnaie de réserve pour l'Etat luxembourgeois*

Pétition publique 3279 - *Création et autorisation d'un préavis de bail spécifique pour les locataires achetant un bien immobilier au Luxembourg*

Pétition publique 3283 - *Permettre le transfert du deuxième congé parental entre les parents au sein de l'unité familiale*

Pétition publique 3232 - *Enseignement de Blockchains & Cryptomonnaies au Lycée*

Pétition publique 3234 - *Transport gratuit en ambulances (position allongée/demi assise ou assis) pour les patients atteints des maladies rares/chronique. / p.ex sclérose en plaque/hématologie/oncologie, soins palliatif.....)*

Pétition publique 3256 - *Finir l'école un Vendredi et commencer l'école un Lundi.*

Pétition publique 3275 - *Légiférer pour interdire les thérapies de conversion et la torture pour les mineurs appartenant à des minorités sexuelles*

Pétition publique 3296 - *Pétition pour permettre l'utilisation des images de Dashcam comme preuve en cas d'accident*

Pétition publique 3297 - *Immatriculation de voitures d'occasion de l'UE au Luxembourg pour les particuliers (vignette 705)*

Pétition publique 3260 - *CONTRE l'article de loi qui peut être détournée pour justifier une augmentation des loyers*

Pétition publique 3303 - *Prolongation du délai d'inhumation au Luxembourg de 72 heures à 120 heures*

Pétition publique 3304 - *reconnaissance de la propriété des véhicules d'occasion importés au Luxembourg : assurer le statut de propriétaire et non de titulaire*

Pétition publique 3310 - *Petition zur Einführung einer allgemeinen Impfpflicht im Falle einer nächsten Pandemie. / Durch eine hohe Impfquote kann das gesellschaftliche und wirtschaftliche Leben schneller wieder normalisiert werden.*

Pétition publique 3323 - *Revendication pour la Simplification du Droit à la Grève au Luxembourg*

Pétition publique 3325 - *Strengere und vor allem regelmässige Kontrollen bei Tierpensionen und die Verpflichtung per Gesetz sich in in einer vom Staat genehmigten und kontrollierten Liste einzutragen!*

Pétition publique 3329 - *Prise en charge et aide financière par la CNS, du traitement contre la dysfonction érectile chez l'homme.*

Pétition publique 3332 - *Pour une imposition simple et juste: Un impôt à taux unique de 10% sur les revenus salariaux.*

6 clôtures où les pétitionnaires n'ont pas réagi à la prise de position gouvernementale

La Commission procède à la clôture des pétitions suivantes :

Pétition 3018 - *Einführung eines regelmäßigen Winterstreudienstes mit Sand zwischen 4 & 7h morgens, durch die Kommunen gegen eine monatliche Gebühr in den Wintermonaten verteilt auf alle Haushalte.*

Pétition 3265 - *Fir e Gesetz dat Politiker op kommunalem an nationalem Niveau ka forcéieren hiert Amt opzeginn am Fall wou e Geriicht se schëlleg gesprach huet*

Pétition 3123 - *Introduire une loi sur les États promoteurs du terrorisme et les États qui utilisent des moyens terroristes, et désigner la Russie comme un tel État.*

Pétition 3247 - *Modification de la « Loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail*

Pétition 3249 - *Modification des critères d'utilisation pour les chèques-repas.*

Pétition 3213 - *Demande legalisation Cocaïne dans la vue d'un message de nouvelle pour mon émission "Around the Corner"*

8 prises de position du Gouvernement

La Commission des Pétitions prend acte des prises de position gouvernementale suivantes et ordonne leur transmission aux pétitionnaires respectifs :

- Pétition 3330 - *Pétition pour l'Obligation Légale de Demander un Certificat de Bonne Vie et Mœurs pour les Employés du Secteur Éducatif au Luxembourg*
Prise de position commune du 11 décembre 2024 de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre du Travail
- Pétition 3417 - *Urlaub für pflegebedürftige Angehörige*
Prise de position du 11 décembre 2024 de la part de Monsieur le Ministre du Travail
- Pétition 3412 - *Pétition pour la Réglementation des Frais de Gérance et la Limitation des Travaux Non Urgents dans les Immeubles au Luxembourg*
Prise de position du 16 décembre 2024 de la part de Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
- Pétition 3186 - *Beschrëftung vun Uertschaftsschëldele ämderien: Lëtzebuergesch fir'd éischt. Ortsschilder zuerst auf LU. Town signs first in LU.*
Prise de position du 16 décembre 2024 de la part de Monsieur le Ministre de la Culture
- Pétition 3120 - *Oschafe vum CAE Kontrakt (Contrat d'Appui Emploi) oder fair Konditiounen fir den CAE Kontrakt.*
Prise de position du 19 décembre 2024 de la part de Monsieur le Ministre du Travail
- Pétition 3135 - *Améliorer les conditions de retour au travail des femmes après le congé maternité/congé parental.*
Prise de position du 19 décembre 2024 de la part de Monsieur le Ministre du Travail
- Pétition 3452 - *Assurer au moins un programme télévisé pour chaque pays européen dans l'offre des fournisseurs au Luxembourg*
Prise de position du 7 janvier 2025 de la part de Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité
- Pétition 3429 - *Pétition visant à attirer l'attention sur les stéréotypes préjudiciables concernant les femmes d'Europe de l'Est et la nécessité d'actions éducatives*
Prise de position du 10 janvier 2025 de la part de Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

3. Validation des signatures récoltées par la pétition publique 3409 - Propositions pour lutter contre les violences sexuelles, sexistes, physiques, psychologiques et à la victimisation secondaire afin de mettre fin à l'impunité ressentie par les victimes.

Après vérification

NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES ÉLECTRONIQUES :	4968
(APRÈS la suppression de 103 doublons)	
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES SUR PAPIER :	39
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES SUR PAPIER VALIDES :	35
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES :	5003
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES NON VALIDES :	0 = 0,00 %
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES VALIDES :	5003

La Commission des Pétitions valide les signatures récoltées par la pétition publique 3409 et constate que celle-ci a dépassé le seuil de signatures nécessaires à l'organisation d'un débat

public. Elle décide d'inviter Madame la Ministre de la Justice et Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité au débat public relatif à la pétition.

Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) souhaite savoir qui sera invité au débat public étant donné que la pétition publique a été déposée au nom d'une ASBL. Madame la Présidente, Francine Closener (LSAP), indique que l'auteure de la pétition est invitée personnellement et que, comme pour tout autre débat public, elle peut venir accompagnée de cinq personnes au maximum.

4. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique

○ 7 DEMANDES DE PÉTITION ORDINAIRE

La Commission a traité l'ensemble des sept demandes de pétition ordinaire figurant à l'ordre du jour.

DÉCISIONS POSITIVES

Les pétitions ordinaires jugées recevables sont les suivantes : **3466**, **3483**, **3484**, **3485**, **3486** et **3487**.

La Commission des Pétitions décide d'adresser les pétitions ordinaires jugées recevables à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement, qui les fera parvenir aux membres du Gouvernement compétents pour une prise de position les concernant.

DÉCISION NÉGATIVE

La demande de pétition ordinaire **3468** a été jugée irrecevable.

○ 7 DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE REFORMULÉE

La Commission a traité l'ensemble des sept demandes de pétition publique reformulée figurant à l'ordre du jour.

AVIS POSITIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis positif quant à la recevabilité des cinq demandes de pétition publique reformulée suivantes :

- *Demande de pétition publique **3231** - Lëtzebuerg soll Israel sanktionéiere fir seng Politik a Palästina. / Le Luxembourg doit sanctionner Israël pour sa politique en Palestine. / Luxembourg must sanction Israel for its policies in Palestine.*

Dépôt: le 02.07.2024

Pétitionnaire: Madame Dalia Khader

- *Demande de pétition publique **3439** - Schließung der Cafés um 22:00/ totale Isolierung der Cafés*

Dépôt: le 11.11.2024

Pétitionnaire: Madame Sandra Domingues Pires

- *Demande de pétition publique **3456** - Commercialiser le carburant HVO100 pour le grand public*

Dépôt: le 28.11.2024

Pétitionnaire: Monsieur Marc Schreiber

- *Demande de pétition publique **3459** - Revalorisation et mise à niveau des conditions de l'attribution de la pension d'orphelin.*

Dépôt: le 28.11.2024

Pétitionnaire: Madame Patrizia Palumbo

- *Demande de pétition publique **3460** - Parents séparés - Demande d'évolution droits de visite et d'hébergement pour les papas de jeunes enfants.*

Dépôt: le 28.11.2024

Pétitionnaire: Monsieur Tristan Demange

AVIS NÉGATIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis négatif quant à la recevabilité des deux demandes de pétition publique reformulée suivantes :

- *Demande de pétition publique **3317** - Pétition contre le transport commun gratuit.*

Dépôt: le 08.08.2024

Pétitionnaire: Monsieur Alain Collart

Motivation :

Le ton employé n'est pas adapté à une pétition publique. Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable.

- *Demande de pétition publique **3455** - Améliorer la sécurité au passage piéton 12 Rue Guillaume J.Kroll.*

Dépôt: le 28.11.2024

Pétitionnaire: Monsieur Thibaut Ruidant

Motivation :

Les passages pour piétons relèvent d'une compétence communale quand bien même ils sont localisés sur une route nationale. Partant, la présente demande de pétition publique est transférée à la Ville de Luxembourg.

- **36 NOUVELLES DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE**

Au regard du nombre élevé de demandes de pétition publique, la Commission des Pétitions n'a pu en traiter qu'une partie (30). Les demandes de pétition publique restantes figurent à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission (6).

AVIS POSITIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis positif quant à la recevabilité des huit demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3467** - Für einen fairen Unterricht: Keine Handys bei Lehrpersonal während der Stunde!*

Dépôt: le 04.12.2024 à 10:26

Pétitionnaire: Madame Dana Boes

- *Demande de pétition publique **3473** - Pour une Évaluation Plus Équitable : Offrir aux Élèves la Possibilité d'Améliorer leurs Notes par des Tests ou Dossiers Supplémentaires*

Dépôt: le 11.12.2024 à 10:37

Pétitionnaire: Monsieur Aleks Jevdokimov

- *Demande de pétition publique **3474** - Augmenter le nombre d'éducateurs dans les structures de garde pour les enfants de l'enseignement primaire*

Dépôt: le 12.12.2024 à 14:04

Pétitionnaire: Madame Pascale Angèle Jeannine Heinesch

- *Demande de pétition publique **3476** - Herzchirurgie und interventionelle Kardiologie / nicht nur im Zentrum des Landes*

Dépôt: le 13.12.2024 à 10:11

Pétitionnaire: Monsieur Charles Ries

- *Demande de pétition publique **3477** - Autoversicherer sollten verpflichtet werden, dem Kunden im Schadensfall / 1. die günstigste Schadensabwicklung aufzuzeigen und ihn / 2. automatisch darüber in Kenntnis zu setzen, zu wessen Lasten der Schaden geht (Bonus-Malus-System)*

Dépôt: le 15.12.2024 à 15:12

Pétitionnaire: Madame Christiane Zügel-Jung

- *Demande de pétition publique **3480** - Modifier la fiscalité l'année du divorce*

Dépôt: le 18.12.2024 à 11:49

Pétitionnaire: Monsieur Franck Spierckel

- *Demande de pétition publique **3496** - Kennzeichnungspflicht fir all Zorte vun Juegd am Groussherzogtum Lëtzebuerg*

Dépôt: le 27.12.2024 à 11:53

Pétitionnaire: Monsieur Pit Braun

- *Demande de pétition publique **3498** - Demande d'effet rétroactif au 1er janvier 2024 au lieu du 1er octobre 2024 - Réduction de la base imposable pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription*

Dépôt: le 30.12.2024 à 14:05

Pétitionnaire: Monsieur Johnny Pereira

Echange de vues

Dans le cadre de l'analyse de recevabilité de la *demande de pétition publique **3480** - Modifier la fiscalité l'année du divorce*, Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV) se demande si la Commission est habilitée à modifier l'intitulé de la pétition en mettant une majuscule à « modifier ». Il ressort de la discussion que certaines fautes minimes dans l'intitulé peuvent être corrigées sur accord des membres de la Commission à condition de ne pas modifier le sens de la requête. Mais en règle générale, les erreurs ne sont pas rectifiées.

AVIS NEGATIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis négatif quant à la recevabilité des sept demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3463** - Meilleur protection des mineurs jusqu'à l'âge de 18ans et pas 16ans*

Dépôt: le 01.12.2024 à 08:04

Pétitionnaire: Monsieur Marco Aurélio Andrade Oliveira

Motivation :

La présente demande de pétition publique porte sur une situation éminemment personnelle et est partant irrecevable.

En cas de grief relatif au bon fonctionnement des institutions judiciaires, il est conseillé de s'adresser au Conseil national de la justice.

- *Demande de pétition publique **3472** - La semaine de 4 jours*

Dépôt: le 10.12.2024 à 07:59

Pétitionnaire: Monsieur Haris Hodzic

Motivation :

La présente demande de pétition publique est jugée similaire, quant à son fond, à la pétition publique **3441** – *Pour la semaine de 4 jours au Luxembourg : 40 heures en 4 jours pour plus de flexibilité et de bien-être*, déposée le 12 novembre 2024.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 166, paragraphe 3, alinéa 2, du Règlement de la Chambre des Députés qui dispose qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

- *Demande de pétition publique **3482** - Ouverture de la Boutique GIFI / au Luxembourg / J'ouvre cette pétition car la boutique GIFI / -Fait des super actions / -est vraiment à la hauteur, pendant ou en dehors des fêtes / - prix hilarant, des choix énormes / Toujours de belles choses à ce qui m'attire tout le temps en voyant leur publicités sur la TV*

Dépôt: le 19.12.2024 à 08:01

Pétitionnaire: Monsieur Rocky Kaiser

Motivation :

La revendication poursuivie par la présente demande de pétition publique relève d'une décision commerciale appartenant à une personne morale de droit privé. La demande de pétition publique est partant irrecevable.

- *Demande de pétition publique **3488** - Gardons notre Stade Josy Barthel !*

Dépôt: le 19.12.2024 à 09:20

Pétitionnaire: Monsieur Reynald Clavien

Motivation :

Le stade Josy Barthel est construit sur une parcelle appartenant à la Ville de Luxembourg. Partant, la présente demande de pétition publique est transférée à la Ville de Luxembourg.

- *Demande de pétition publique **3490** - Le voile et la neutralité: mettons fin aux discriminations dans le service publique*

Dépôt: le 19.12.2024 à 11:34

Pétitionnaire: Madame Duha Hameed

Motivation :

En vertu de l'article 1bis, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, « toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions (...) est interdite ». En outre, s'il est vrai qu'en vertu de l'article 14

de la même loi, le fonctionnaire est soumis à un devoir de neutralité, il n'existe pas d'interdiction générale du port du voile.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de son caractère superfétatoire.

- *Demande de pétition publique **3497** - Le voile et la neutralité: mettons fin aux discriminations dans le service publique*

Dépôt: le 29.12.2024 à 13:01

Pétitionnaire: Madame Duha Hameed

Motivation :

La présente demande de pétition publique est en tous points identique à la demande de pétition publique 3490 déposée par la même pétitionnaire de sorte qu'elle est irrecevable.

- *Demande de pétition publique **3499** - TROUNWIESSEL feieren mam vollek*

Dépôt: le 31.12.2024 à 12:21

Pétitionnaire: Madame Nancy Glangé

Motivation :

D'Petitiounsufro ass an engem ze vill familiäre Vokabulär a Toun geschriwwen. Dës Petitiounsufro ass dofir irrecevable, mee kéint no enger Ëmformuléierung frësch agereecht ginn.

Echange de vues

Dans le cadre de l'analyse de recevabilité de la demande de pétition publique **3490** – *Le voile et la neutralité : mettons fin aux discriminations dans le service publique*, Madame la Députée Corinne Cahen (DP) et Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) font remarquer que le port du voile peut aussi être considéré comme un acte de discrimination envers les femmes. Le volet « discrimination » est très délicat et la question sur le fond devrait être débattue à un autre niveau selon Monsieur le Député Maurice Bauer (CSV), mais il n'est pas d'avis que la demande de pétition devrait être refusée. Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng) considère que la demande de pétition publique devrait porter sur l'ensemble des signes religieux visibles. Monsieur le Député Paul Galles (CSV) ajoute qu'un avis de la part de la Cellule scientifique serait nécessaire pour un tel débat. Madame la Députée Nathalie Morgenthaler (CSV) fait remarquer que le voile est certes interdit dans les établissements scolaires publics, mais qu'aucun texte ne l'interdit dans la fonction publique en général. Madame la Députée Corinne Cahen (DP) pense que la religion est une affaire privée et devrait le rester dans un pays laïc comme le Luxembourg. Monsieur le Député André Bauler (DP) rappelle l'ampleur de la question dans les pays voisins et surtout en France. Madame la Présidente, Francine Closener (LSAP), constate que l'obligation de neutralité des fonctionnaires est interprétée par la pétitionnaire comme source de discrimination.

Après une longue discussion, les membres de la commission sont d'accord pour refuser cette demande de pétition publique en raison de son caractère superfétatoire.

À REFORMULER

La Commission des Pétitions a émis une demande de reformulation à l'égard des quatorze demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3446** - Pour une Égalité d'Accès aux Crédit Luxembourgeois : Non à l'Exclusion des Citoyens Résidant Hors Benelux*

Dépôt: le 16.11.2024

Pétitionnaire: Monsieur Hugues Vonner

Motivation :

La pétition publique doit porter sur une thématique d'intérêt général et l'utilisation de la forme personnelle ou la référence à l'expérience personnelle n'est pas permise. La motivation de l'intérêt général de la pétition est à reformuler de façon à éliminer les pronoms personnels ('je', 'nous', etc.) et la référence à la situation personnelle.

- *Demande de pétition publique **3464** - Permission de conduite moto 125ccm3 avec formation du Luxembourg à l'étranger*

Dépôt: le 02.12.2024 à 21:47

Pétitionnaire: Monsieur Pedro Rodrigues

Motivation :

- L'intitulé de la pétition n'est pas suffisamment clair et doit être reformulé. Il est possible pour le pétitionnaire, mais sans obligation, de le reformuler de la façon suivante : « Pour la reconnaissance du permis luxembourgeois B100 125cm3 à l'étranger ».

- Il faudrait expliquer dans le but de la pétition que le permis B100 est une extension du permis de conduire B permettant à leurs détenteurs et moyennant une formation assouplie, de conduire un motorcycle d'une cylindrée ne dépassant pas 125cm3.

- La Commission des Pétitions fait remarquer au pétitionnaire qu'il n'existe pas de « ministère des transports et du développement durable » sous le Gouvernement actuel. Il a été absorbé par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

- *Demande de pétition publique **3469** - Possibilité de faire bénéficier ses enfants de son épargne-logement*

Dépôt: le 06.12.2024 à 13:13

Pétitionnaire: Monsieur Jean Marie Bourhis

Motivation :

- Afin de faciliter la compréhension de la pétition par le grand public, la Commission des Pétitions estime qu'il faudrait davantage préciser quels « avantages » ou bien de quelle façon ceux-ci seraient étendus aux enfants du titulaire du contrat. Est-ce que les parents, titulaires du contrat, devraient pouvoir déduire fiscalement les cotisations versées dans le cadre d'un contrat d'épargne-logement destiné *in fine* à leurs enfants ? Est-ce que les enfants devraient pouvoir prétendre à un prêt avec des conditions avantageuses en raison du contrat d'épargne-logement de leurs parents ? Ou bien les deux ?

- Afin d'interpeller davantage de personnes, il pourrait être utile d'ajouter la traduction luxembourgeoise/allemande de l'épargne-logement dans l'intitulé : « Bausparvertrag ».

- *Demande de pétition publique **3470** - Das den Projet vum Cannabis médicale net agestallt gëtt respektive dass en sou weider gefouert gëtt wei bis lo an dass den Patient weider den Choix huet zwëschen dem Ueleg an den Bléien.*

Dépôt: le 09.12.2024 à 10:52

Pétitionnaire: Monsieur Jeff Schwickert

Motivation :

Den Titel vun enger ëffentlecher Petitioun soll aus engem komplette Saz bestoen. Den Titel vun der Petitioun ass an deem Sënn ëmzeschreiwen.

- *Demande de pétition publique **3475** - Pas de perte de salaire, lorsque une entreprise demande un chômage économique*

Dépôt: le 12.12.2024 à 17:19

Pétitionnaire: Monsieur Sébastien Henquinet

Motivation :

La notion de « chômage économique » n'existe pas au Luxembourg. La Commission des Pétitions estime que le pétitionnaire se réfère au « chômage partiel pour difficultés économiques structurelles », également appelé « chômage partiel ». Dans cette hypothèse, la Commission prie le pétitionnaire de bien vouloir employer la bonne notion dans l'ensemble de la pétition (intitulé, but et motivation de l'intérêt général).

- *Demande de pétition publique **3478** - Prolonger la phase 'orange' des feux de signalisation pour augmenter la sécurité routière et éviter des procès verbaux aujourd'hui inévitables*

Dépôt: le 16.12.2024 à 13:12

Pétitionnaire: Monsieur Pit van Rijswijck

Motivation :

- La Commission des Pétitions considère que l'intitulé de la demande de pétition est confus. D'une part, le pétitionnaire allègue que prolonger la « phase orange » des feux de circulation augmenterait la sécurité routière, mais ni le but, ni la motivation de l'intérêt général ne précisent en quoi cela serait le cas. D'autre part, l'intitulé invite à « éviter » des procès-verbaux dits « inévitables » ce qui constitue une contradiction. Le pétitionnaire est donc prié de procéder à une adaptation de l'intitulé.

- Dans la motivation de l'intérêt général, il faudrait préciser à quel « système » le pétitionnaire se réfère et en quoi il serait moins « puissant » ou plutôt, performant, que celui d'autres pays.

- *Demande de pétition publique **3479** - Mei hellef beim sich no enger wuhneg fir dei leit die susst den Mindestlohn hun.*

Dépôt: le 17.12.2024 à 10:50

Pétitionnaire: Monsieur Ronny Burgen

Motivation :

- Den Titel vun der Petitiounsufro freet no « méi Hëllef » bei der Sich no enger Wunneng. D'Petitioun präziséiert awer net wat mat « méi Hëllef » gemengt ass.

- An enger ëffentlecher Petitioun solle Schreiffeeler vermeit ginn. D'Petitiounsufro misst dofir verbessert ginn. De Petitionär kann sech dobäi gratis vun engem « Écrivain public » hëllefe loossen.

- *Demande de pétition publique **3481** - Limiter les arrêts de travail "abusifs" par des mesures de renforcement de controle voire de sanction.*

Dépôt: le 18.12.2024 à 18:00

Pétitionnaire: Monsieur Mohamed Reqba

Motivation :

- La notion d'« arrêts de travail abusifs » dans l'intitulé peut porter à confusion. Il serait préférable de la remplacer par « absentéisme abusif » et le terme « limiter » par celui de « lutter ». Le pétitionnaire pourrait donc, sans aucune obligation d'acceptation de sa part, reformuler l'intitulé de la façon suivante : « Lutter contre l'absentéisme abusif par des mesures de renforcement des contrôles voire de sanction ».

- La pétition publique doit porter sur une thématique d'intérêt général et l'utilisation de la forme personnelle ou la référence à l'expérience personnelle n'est pas permise. La motivation de l'intérêt général de la pétition est à reformuler de façon à éliminer les pronoms personnels ('je', 'nous', etc.) et la référence à la situation personnelle.

- *Demande de pétition publique **3489** - Organiser un référendum sur la question pour ou contre l'ouverture systématique des magasins le dimanche.*

Dépôt: le 19.12.2024 à 11:34

Pétitionnaire: Monsieur Baudouin Schinker

Motivation :

Dans la motivation de l'intérêt général, le pétitionnaire indique que les élections législatives ont lieu tous les quatre ans. Or, au Luxembourg, c'est tous les cinq ans. La Commission des Pétitions le prie en conséquence de bien vouloir corriger cette information.

- *Demande de pétition publique **3491** - Contre LuxTrust Mobile, la centralisation croissante des services publics dans le smartphone et la marchandisation de l'accès citoyen*

Dépôt: le 20.12.2024 à 11:53

Pétitionnaire: Madame Cecilia Passanti

Motivation :

- En tant qu'entreprise, il n'est pas possible de viser Post Luxembourg nommément ou individuellement dans la pétition. La première phrase du but de la pétition est donc à généraliser de façon à viser l'ensemble des banques luxembourgeoises.

- Le terme « anciens » employé dans la première phrase de la motivation de l'intérêt général peut être perçu comme offensant et devrait être remplacé par la notion de « personnes âgées ».

- *Demande de pétition publique **3492** - Amendes ajustées en fonction du revenu. / Cela conduirait à des amendes plus équitables. / Ce système est déjà utilisé dans de nombreux pays, aussi en Europe.*

Dépôt: le 23.12.2024 à 14:45

Pétitionnaire: Monsieur Jean-Paul Mayer

Motivation :

- L'intitulé d'une pétition publique doit rendre compte succinctement de la revendication poursuivie par celle-ci. En l'espèce, les deux dernières phrases de l'intitulé portent déjà sur la motivation de l'intérêt général et devraient être déplacées dans cette rubrique. Par la même occasion, il faudrait citer des exemples « des nombreux pays » auxquels le pétitionnaire fait référence.

- Le terme d'« amende » devrait être remplacé par celui de « contravention ».

- *Demande de pétition publique **3493** - Oblogatoreschen PCR-Test bei Kanner mat potenziellen Virus Krankheeten*

Dépôt: le 24.12.2024 à 00:31

Pétitionnaire: Madame Tamara Streff

Motivation :

- D'Wuert « oblogatoreschen » soll am Titel verbessert ginn.

- Déi ëffentlech Petitioun muss een Thema vu generellem Interessi betreffen. Dowéinst sinn Referenzen op perséinlech Erfarungen oder d'Benotze vu Personalpronomen net erlaabt. D'Zil vun der Petitioun muss dowéinst ëmformuléiert ginn fir direkt Referenzen op perséinlech Erfarungen a Personalpronomen ('ech', 'mir', etc.) ze sträichen.

- D'Motivatioun vum generellem Interessi soll weider ausgebaut ginn.

- *Demande de pétition publique **3494** - Bessere Schutz für Patienten gegenüber der CNS (Kontrollärztlicher Dienst)*

Dépôt: le 24.12.2024 à 14:15

Pétitionnaire: Monsieur Normen Meiser

Motivation :

- Das Wort „Attest“ soll im Ziel und in der Begründung des allgemeinen Interesses richtig geschrieben werden.

- Die öffentliche Petition muss sich auf ein Thema von allgemeinem Interesse beziehen. Dementsprechend ist der Bezug auf persönliche Erfahrungen oder die Verwendung von Personalpronomen nicht gestattet. Die Begründung des allgemeinen Interesses der Petition soll daher so umformuliert werden, dass direkte Bezüge zu persönlichen Erfahrungen eliminiert und Personalpronomen ('ich', 'mir' etc.) entfernt werden.

- *Demande de pétition publique **3495** - Augmentation du chèques service d'état pour les creche privés aider les parents*

Dépôt: le 26.12.2024 à 13:42

Pétitionnaire: Madame Stefania Arré

Motivation :

- L'intitulé doit rendre compte succinctement de l'objectif poursuivi par la pétition et ne pas comporter d'erreurs. En l'occurrence, il faudrait remplacer les termes « chèques service d'état » par « chèques-service accueil ». En outre, l'intitulé ne se réfère qu'aux crèches privées et ni le but, ni la motivation de l'intérêt général de la pétition ne précisent si la pétitionnaire veut augmenter, de manière générale, le taux horaire du chèque-service accueil, qui est valable pour les crèches publiques et privées, ou si elle souhaite la création d'un chèque-service accueil spécialement dédié aux personnes qui ont recours aux crèches privées.

Dans la première hypothèse, il convient de supprimer le terme « privés » dans l'intitulé. Dans la seconde hypothèse, il faudrait préciser cela dans le but de la pétition.

- Tout au long de la pétition, la pétitionnaire mentionne divers taux horaires du chèque-service accueil : 6,5€, 7€ et 8€. Il faut soit choisir l'un des montants, soit demander à fixer le taux horaire des chèques-service accueil entre 6,5€ et 8€.

Echange de vues

Dans le cadre de l'analyse de recevabilité de la demande de pétition publique **3495** - *Augmentation du chèques service d'état pour les creche privés aider les parents*, il ressort que des pétitions similaires sont fréquemment déposées. Madame la Députée Barbara Agostino (DP) fournit les explications suivantes sur les chèques-service accueil : l'État contribue à hauteur de 6 euros par heure et par enfant peu importe le type de crèche fréquentée, privée ou publique. Pourtant, à l'heure actuelle, les crèches privées ne peuvent survivre en alignant leurs tarifs sur le montant du chèque-service accueil. Dès lors, pour avoir une place dans une crèche privée, il faut signer un contrat de 40 heures par semaine et payer un tarif allant jusqu'à 9 euros par heure, alors que dans une crèche communale (ou publique), seul le temps réel est facturé et le tarif s'élève à 6 euros par heure. La différence tarifaire est donc importante entre les crèches privées et les crèches publiques. L'oratrice précise toutefois qu'une réforme à ce sujet est prévue dans l'accord de coalition.

EN SUSPENS

Les demandes de pétition publique sont laissées en suspens lorsque la Commission des Pétitions requiert davantage d'informations (soit de la part du pétitionnaire, soit de la part de l'organisme compétent) ou bien une recherche plus approfondie du sujet pour se prononcer sur la recevabilité desdites demandes de pétition publique. L'analyse de la recevabilité des demandes de pétition publique en suspens est renvoyée à la prochaine réunion de la Commission sous réserve que celle-ci dispose des informations complémentaires requises d'ici là.

- *Demande de pétition publique **3471** - Reconnaissance des jeunes adultes handicapés comme enfants à charge avec maintien des allocations familiales jusqu'à 26 ans*

Dépôt: le 09.12.2024 à 11:27

Pétitionnaire: Monsieur Cyril Perrichon

Motivation :

Il a été décidé de maintenir la demande de pétition en suspens le temps d'obtenir des renseignements supplémentaires de la part de la Caisse pour l'avenir des enfants. Dès réception des informations demandées, la demande de pétition publique repassera en commission.

5. Divers

Des échanges ont lieu au sujet de l'organisation des débats publics qui auront lieu le matin du 28 janvier 2025 au sujet des pétitions publiques **3198** et **3281**. Madame la Présidente, Francine Cloener (LSAP), fait savoir que les pétitionnaires respectifs seront appelés à tour de rôle pour présenter leurs revendications et échanger avec les députés. Ensuite, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité prendront position quant aux deux pétitions. Les pétitionnaires auront ensuite l'occasion de prendre la parole une dernière fois avant le huis clos où les commissions parlementaires adopteront des conclusions communes aux deux pétitions.

Après que l'oratrice a répondu à leurs questions, les membres de la Commission valident cette approche.

Procès-verbal approuvé et certifié exact